



La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît
chaque
Vendredi

*DALADIER - les pleins pouvoirs (ootés par le Front Populaire)
blesse et condamne les grévistes du Bâtiment parisien,
s'agenouille devant le fascisme hitlérien.*

Seul, le pouvoir des Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats, ne capitulera pas et sauvera la société de la barbarie !



Par le Front populaire, nous ferons une France « libre, forte et heureuse », déclarait le Parti communiste. Tu es servi, camarade. A l'usine, provocations, brimades, attaque des 40 heures. Chômage grandissant. Tu as quitté le chantier, tu fais grève. La police cogne, tire sur toi, les juges te flanquent des mois de prison. « L'Humanité » étouffe ces faits dans ses dernières pages. Estime-toi encore satisfait de ne pas te trouver sur la ligne Maginot, l'arme au pied...

Libre, forte, heureuse ? Et cette France du Front Populaire doit capituler honteusement devant Hitler.

Mais ça n'est pas le Front populaire, me diras-tu ? Si, c'est le Front populaire. C'est-à-dire la collaboration des organisations suivies par la classe ouvrière (P.C., P.S., C.G.T.) avec les radicaux. On fera le Front populaire avec vous si vous ne touchez pas au régime, à la propriété, avaient dit les radicaux. On n'y touchera pas, répondirent les dirigeants de la classe, on le rendra même plus solide, le régime démocratique. Et, ainsi, chaque fois que la classe ouvrière, depuis deux années et demi, a combattu comme classe, pour elle, ses dirigeants ont torpillé la lutte. Aujourd'hui où les gars du Bâtiment servent de cible à la police, ils se taisent.

Où plutôt ils cherchent à étouffer le scandale en criant, en hurlant à propos de la Tchécoslovaquie. Capitulation. Le capitalisme français n'a pas le choix. Il s'en va par petits morceaux, son économie n'a pas de souffle, ses finances sont au-dessous de tout ; il lui faut se trainer à la remorque de l'impérialisme anglais. Quand celui-ci décidera la guerre, les travailleurs de France serviront de chair à canon. Quand Chamberlain préfère encore négocier, le Conseil des Ministres de France ne peut qu'accepter.

Devant les travailleurs qui comprennent intuitivement que le capitalisme français cède devant le fascisme tant à l'intérieur

qu'à l'extérieur, les dirigeants ouvriers cherchent à sauver la face. Mais ils ne peuvent se livrer à autre chose qu'à des phrases.

Pourquoi le parti communiste n'appelle-t-il pas les ouvriers à l'action ? Hitler, super-Wrangel, se pose en champion des nationalités, visant la dislocation de l'U.R.S.S. Le P.C. ne peut entraîner les ouvriers à l'action, car il est lié au Front populaire, au régime capitaliste ; son rôle n'est plus de mener la révolution, il est d'être le chien de garde de la contre-révolution. Il ne peut plus faire bouger les travailleurs, il peut seulement hurler contre les trotskystes (Cogniot donne le signal d'une nouvelle campagne) pour justifier de nouveaux crimes du Guépéou.

Par le Front populaire, la France ne pouvait devenir ni libre ni forte ni heureuse ;

elle ne pouvait que glisser au fascisme et à la guerre. Le capitalisme français en putréfaction entraîne dans sa décadence la nation française... Pour la sauver, il faut liquider la bourgeoisie comme classe dominante.

Seul le prolétariat, les masses travailleuses, groupés en conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats, abattant le régime capitaliste, érigeant le pouvoir des ouvriers, des paysans et des soldats, sauvera la Société en la conduisant sur la voie du socialisme, des Etats-Unis socialistes d'Europe.

La trahison et l'ignominie des vieux partis, des vieilles directions apparaissent de façon éclatante. C'est autour du programme de la IV^e Internationale, avec le Parti Communiste Internationaliste, que les ouvriers révolutionnaires mèneront le combat classe contre classe.

Nouvelle saisie, nouvelles poursuites

UNE fois de plus, « La Commune » est saisie, une fois de plus notre local est perquisitionné, une fois de plus nous sommes l'objet de poursuites.

La police, cette semaine, a également opéré

contre « Le Libéraire » et « Juin 36 ».

En face de la guerre menaçante, d'un régime de plus en plus sous la coupe de la police, la préoccupation première de tous les révolutionnaires devrait être de réaliser un front uni contre les forces du capital et leurs serviteurs dans les rangs ouvriers.

En attendant, nous poursuivrons notre lutte plus systématiquement que jamais. Dans les usines, dans les casernes, nous poursuivrons notre activité légalement, semi-légalement ou illégalement suivant les circonstances.

Des camarades nous ont écrit pour diffuser notre précédent numéro, qui contenait des conseils pratiques, concrets, pour une politique défaitiste révolutionnaire en cas de guerre. C'est la meilleure réponse aux poursuites et aux saisies : en tirant le maximum de la situation présente, on prépare les meilleures conditions de lutte pendant la période de guerre.

DANS CE NUMERO...

Nous sommes également obligés de laisser, pour le prochain numéro, plusieurs articles, notamment un concernant la lutte des dockers de Marseille et un autre sur une assemblée des cadres syndicaux de la Seine.

Le proces contre le P.O.U.M. différé à nouveau

ON sait que le fameux « procès » contre le P.O.U.M. avait été annoncé pour le 30 août ; mais les protestations du prolétariat international ont fait reculer les assassins du Guépéou.

Ceci ne veut pas dire que la vie d'Andrade et de tous les autres camarades du C.E. n'est pas constamment menacée, si la classe ouvrière n'est pas vigilante.

En même temps que le « procès » du C.E. du P.O.U.M. vient d'être suspendu « El Diluvio », journal socialiste de Prieto, publie un communiqué du « tribunal central d'espionnage » annonçant un « procès » pour défaitisme et espionnage contre sept personnes, parmi lesquelles se trouve le nom du camarade Walter Schwartz, militant du K.F.O. (cité comme agent de la Gestapo dans le livre de Max Kieger : « Espionnage en Espagne ») de la colonne internationale.

Il ne faut pas permettre de nouveaux crimes du Guépéou.

La question tchécoslovaque

Pourquoi ils ont tous capitulé devant Hitler

Qu'est-ce d'abord que la Tchécoslovaquie. C'est une construction de Versailles, un agglomérat de peuples russes, polonais, roumains, magyars, allemands autour d'un noyau de Tchèques et Slovaques.

La population de 15 millions d'habitants comptait 65 % de Tchèques et Slovaques, 23,4 % d'Allemands, 5,6 % de Magyars, 3,4 % de Russes, 0,6 % de Polonais et 2 % de diverses autres nationalités (juifs étrangers). Economiquement, cette mosaïque était assez bien équilibrée : exploitation agricole de premier ordre en Slovaquie, mines de charbon et de fer en Bohême, industrie métallurgique et chimique très développée, fabriques de verre réputées, industrie textile importante, brasseries, chaussures etc...

Dans l'ensemble, l'industrie se tenait dans les régions de Bohême et plus particulièrement dans la zone des monts Sudètes.

Il ne s'agissait pas d'entreprises de petite importance, mais généralement au contraire de trusts puissants universellement connus pour leur haut rendement : qui ne connaît les bières de Pilsen qui voisinent dans cette région avec les puissantes usines Skoda (armement) et avec les entreprises du fameux fabricant de chaussures Bata.

Evidemment, les vainqueurs de Versailles s'étaient réservé la part du lion pour le financement de ces vastes entreprises ; les banques de Londres et de Paris particulièrement l'Union Parisienne et la Banque de Paris et des Pays-Bas détenaient de forts paquets d'actions. Schneider, de son côté, prenait des participations importantes dans les usines Skoda, grandes exportatrices d'armes.

Bien entendu, la Tchécoslovaquie était devenue un Etat vassal de Paris et de Londres, son gendarme, son bastion en Europe centrale.

Il faut souligner que la Tchécoslovaquie occupe une position stratégique de premier ordre au carrefour des routes menant de l'Ouest (Allemagne) à l'Est (Roumanie, Russie) et du Nord (Pologne, Russie) au Sud (Italie, France). Les monts Sudètes dominent les plaines allemandes et Hitler rappelait que Pierre Cot avait parlé de la Bohême comme base aéronautique idéale pour toute action sur les centres industriels allemands.

L'appareil militaire imposé à ce gendarme coûtait cher, enfin les banques anglo-françaises faisaient suer le burnous des travailleurs. C'est ainsi que le prolétariat industriel de Bohême, presque exclusivement allemand, fut soumis, pour la grande satisfaction de Londres et Paris et de la soldatesque tchèque, à toutes sortes de privations et vexations.

C'est l'exploitation éhontée des « démocraties » franco-anglaises sur les ouvriers sudètes, ce sont les procédés « énergiques » de la démocratie de Prague, qui firent le succès du mouvement d'Heinlein et jetèrent dans les bras du fascisme les masses allemandes de Bohême.

Hitler ne fut pas long à voir le parti qu'il pourrait tirer de la situation. Ce représentant de l'impérialisme allemand se fit alors le champion « du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » pour mieux favoriser la poussée pangermaniste vers l'Est, vers le pétrole roumain et le blé d'Ukraine.

Bluff et compromis

Les impérialismes franco-anglais discernèrent le péril. Ils essayèrent du bluff et de la négociation. Le bluff n'eut aucun succès, le système fasciste donne au capitalisme, sur ce terrain, des possibilités de manœuvre plus larges qu'une démocratie !

La négociation, par contre, fut plus efficace. L'article du « Times », le plus grand journal anglais préconisant en pleine négociation le rattachement des Sudètes à l'Allemagne après plébiscite, produisit pour la foule l'effet d'un véritable coup de tonnerre ; les initiés qui savent que le « Times » est l'organe de la Cité ne s'y trompèrent pas. Cet article signifiait que les banques

anglo-françaises, que Schneider et Cie avaient tant bien que mal arrangé leurs petites affaires avec Hitler et qu'on était tombé d'accord sur la manière de sauvegarder les actions et les dividendes en cas de rattachement à l'Allemagne.

La Cité n'a pas l'habitude de se faire « harakiri » et quand elle préconise un recul c'est qu'elle s'est assuré des arrières. Le voyage de Chamberlain à Hitler qui déconcerta les peuples se mijoitait aussi depuis quelques temps et le quatuor : Chamberlain, Flandin, Daladier, Bonnet, en sait quelque chose. Comment expliquer aussi que les actions de la Banque de l'Union Parisienne et de la Banque de Paris et des Pays-Bas sont demeurées résistantes malgré la prévision du rattachement des Sudètes à l'Allemagne, si divers « apaisements » n'avaient pas été donnés à ces groupes ?

Il y a toujours dans toutes ces affaires ce qui se dit, ce que la presse claironne, les histoires de patrie, d'honneur, de dignité, etc., etc. Mais il y a surtout le travail clandestin de la DIPLOMATIE SECRETE, du capital international et c'est le plus souvent ce qui se passe dans la coulisse qui conduit le monde capitaliste.

Pourquoi cette capitulation ?

Quelles sont donc les principales raisons qui ont poussé le grand capitalisme anglo-français à fuir le combat ?

C'est d'abord la peur de la révolution. Le capitalisme sait que la prochaine guerre peut amener la fin du régime ; les banquiers sont réalistes, ils préfèrent la diminution de leur influence à la révolution, ils préfèrent perdre quelque chose que de jouer le tout pour le tout dans la guerre. La situation sociale en France inquiète la Cité.

C'est aussi, pour Londres, la peur de la grande « démocratie » américaine. L'oncle Sam, si démocratique qu'il soit, n'est-ce pas travailleurs de couleur, a les dents longues. La Cité sait bien qu'en cas de guerre, c'est Wall Street qui tirera les marrons du feu et entraînera plus encore les Dominions dans son sillage. Faire la guerre pour Londres c'est presque sûrement perdre une partie de son empire au profit économique et politique des Etats-Unis.

C'est enfin la volonté du capitalisme de faire un ultime effort pour se survivre, pour sortir de la crise, pour renforcer sa loi. Si Chamberlain a capitulé, ce n'est pas sans l'espoir d'établir par la suite des relations possibles avec Hitler au profit des intérêts anglais et du renforcement du régime capitaliste dans le monde.

Accord économique d'abord : il s'agit d'empêcher l'exportation éfrénée de produits industriels que l'Allemagne se propose de mener pour se procurer des devises et soutenir son autarcie. Ce dumping menace d'inonder de produits allemands tous les marchés européens et même coloniaux contribuant à l'aggravation de la crise économique.

Accord économique et politique aussi : il agit d'amener Hitler à faciliter la défense des intérêts anglais en Espagne, etc...

Entente aussi sur la fascisation de l'Europe. Le capital financier qui mène la « démocratie » anglaise sait qu'un échec d'Hitler renforcerait le courant révolutionnaire en Europe. La Cité ne veut donc pas la chute d'Hitler. Les capitalistes anglo-français savent par contre que le succès de prestige remporté par Hitler démoralisera les masses paralysées par de grands partis impuissants et traîtres. La victoire remportée par Hitler doit amener dans son esprit la réaction au pouvoir en France et finir d'éteindre le foyer espagnol tandis qu'elle dégoûtera complètement les masses qui deviendront plus faciles à mater ; tel est le plan Chamberlain-Daladier.

Les marchandages Hitler, Chamberlain, Daladier coûteront cher aux impérialismes franco-anglais, c'est vrai, mais ceux-ci ne perdent pas la tête, ils veulent qu'en fin de compte ce soient leurs prolétaires nationaux et coloniaux qui

paient les avantages consentis au chien de garde fasciste : Hitler, celui que Trotsky qualifiait justement de super Wrangel de l'Europe.

Les traîtres dans le guépier

Quelle a été dans toute cette affaire la position des grands partis prolétariens.

Nous ont-ils tous rabattu les oreilles avec leurs appels à la résistance des « démocraties ». Dans les derniers temps, alors qu'il était clair que les démocraties franco-anglaises capitulaient, tout un clan de la C.G.T. voyait avec Blum le salut, dans une « intervention plus haute », c'est en « Saint Roosevelt » que ces traîtres mettaient leur espoir ! Puis ce fut en Saint Benès », l'ami de Briand, le faux bonhomme aux ordres de Paris, qu'il fallut croire ; puis ce fut dans le général Sirovy, chef de l'armée tchécoslovaque qu'il fallut espérer.

En fait de « démocrate », c'était assez réussi, puisque Sirovy est un général blanc qui commanda les légions tchèques qui firent tant de mal à l'armée rouge de l'Ukraine à Vladivostok ; que c'est Benès et lui qui « reconnurent » Franco il y a quelques mois...

Pour finir enfin, quand tout fut consommé, Blum écrivit cette phrase superbe : « Moi qui ai fait d'avance le sacrifice de ma vie à la Paix (tiens, tiens !) je me sens partagé entre un « lâche soulagement et la honte ». Sauf votre respect, Monsieur Blum, c'est justement ce qui arrive quand on a fait... dans ses culottes ! Quelle misérable attitude ! !

Les staliniens, eux, continuaient à fatiguer Péri en l'obligeant à pousser chaque matin des appels désespérés : à Monsieur Daladier, à Monsieur Reynaud, à Monsieur Mandel (mais oui !). « Avez-vous donc oublié vos promesses ? », etc. « Pouvez-vous donc tolérer ? » etc... Dites donc, Péri, voudriez-vous nous faire croire que vous avez sérieusement confiance dans les promesses d'un Reynaud ? d'un Mandel ? Vous savez bien que leur opposition, COMME LA VOTRE, N'EST que MANŒUVRES.

Les bureaucrates de la C.G.T., les bonzes socialistes, les grands chefs communistes, n'ont été capables que de parlottes à Londres et Paris, que de bruits dans les commissions de la Chambre, mais ils n'ont même pas organisé une seule manifestation sur la voie publique contre la guerre.

Alors, à vous écouter, braves prophètes, il n'y a plus d'action réelle à faire il n'y a plus qu'à pleurnicher devant le fascisme et devant la guerre ?

La vérité, c'est que votre trahison du marxisme révolutionnaire, votre abandon du léninisme, vous paralyse ; vous ne savez plus comment vous dépêtrer. La vérité, c'est que, suivant l'expression de Lénine : « la lutte pour la paix sans action révolutionnaire est une phrase creuse et mensongère ». La vérité, c'est que la lutte pour la paix et contre le fascisme se confond avec la lutte révolutionnaire pour le renversement du régime ici et en face, par la guerre civile et la fraternisation des exploités contre leurs exploités...

La vérité, c'est qu'il faut aujourd'hui choisir la lutte révolutionnaire pour les Etats-Unis soviétiques d'Europe ou le fascisme en Europe et la guerre impérialiste.

La vérité aussi, c'est que les chefs traîtres ne veulent pas de lutte révolutionnaire parce qu'ils sont inféodés à la bourgeoisie « libérale » ou à la bureaucratie soviétique contre-révolutionnaire. Staline n'a rien fait de plus que les « démocraties » et la chaîne de la trahison a été complète. Je m'entendrais avec Hitler, a dit Chamberlain. Je ne marcherai pas contre Hitler sans Chamberlain, a dit Daladier. Je ne marcherai pas contre Hitler sans Daladier, a dit Staline, et c'est ainsi que, pour finir, tout ce beau monde s'est mis au service de la « Cité » et lui a laissé les mains libres pour Sa Paix qui n'est pas la nôtre ou pour SA guerre, qui ne serait pas la nôtre si elle la décidait.

Les problèmes de construction de la IV^e Internationale

Les pourparlers entre le Secrétariat International
et le Parti Communiste Internationaliste
concernant l'unification des bolcheviks-léninistes

NOUS avons tenu nos lecteurs au courant de la convocation reçue par notre organisation à la suite de sa demande de participation à la conférence constitutive de la IV^e. La semaine même où paraissait dans la « Lutte Ouvrière » un article où notre organisation était qualifiée de « bande de maîtres chanteurs », une délégation du Secrétariat international nous convoquait pour une prise de contact sur notre participation à la Conférence constitutive de la IV^e.

Cette délégation, au lieu de nous fixer des conditions de participation, nous demanda si nous étions prêts à accepter la discipline de la majorité de cette conférence. Quelques jours suivirent. Notre organisation adopta un texte qui fut remis à la délégation du Secrétariat international. Dans ce texte nous affirmions que « demandant à participer comme P.C.I. à la Conférence constitutive de la IV^e Internationale, nous étions prêts, sur la base d'une identité de conceptions politiques et d'organisation, à accepter la loi d'une légitime majorité. »

Le P.C.I. écarté de la conférence internationale

L'étonnement de notre délégation fut grand d'apprendre que la Conférence constitutive de la IV^e s'était tenue le lendemain même de la première entrevue, c'est-à-dire que la demande de réponse écrite de notre part avait été en réalité un prétexte pour nous écarter de la Conférence constitutive.

La IV^e Internationale était organiquement proclamée. La demande de participation devenait vaine : seul se posait le problème de l'adhésion.

Avant d'aborder le détail des discussions qui suivirent, nous voulons brièvement ici souligner l'importance qu'aurait l'unification des bolcheviks-léninistes en France. Il ne s'agit pas d'une addition en nombre et en qualité des deux organisations. Il s'agit de résoudre le problème du regroupement d'avant-garde auquel la dispersion des forces partisans de la IV^e en France nuit.

Cette avant-garde, ce n'est pas seulement les deux comités centraux ni les deux organisations. Ce sont les travailleurs qui, de plus en plus nombreux, comprennent la trahison des organisations stalinienne et réformiste et qui s'orientent vers nos positions politiques, et sont rebutés par le spectacle de notre division.

L'unification des deux organisations revêt donc une importance énorme, et nos lecteurs et nos camarades comprendront que nous réservions à cette question une place importante dans notre journal pendant plusieurs numéros.

Le problème du regroupement de l'avant-garde révolutionnaire se pose ; ce regroupement, disons-nous, est entravé par l'existence de plusieurs organisations. La seule unification viable est celle qui analysera la cause exacte de cette division des forces et remédiera aux conséquences en écartant et en réduisant les causes.

Les lecteurs de « La Commune » comprennent également que le parti révolutionnaire de la classe ouvrière (le Parti mondial de la révolution socialiste) ne joue pas seulement un rôle décisif en se proclamant tel, même sur un programme juste, mais joue un rôle décisif de parti du moment où ses méthodes de propagande, d'action et d'organisation lui permettent de gagner chaque jour en influence sur les masses prolétariennes.

Ces problèmes d'organisation, les méthodes avec lesquelles on les résout ont une grosse importance ; car les cadres prolétariens qui comprennent la trahison de la II^e et de la III^e Internationales ont très fréquemment besoin d'être complètement réassimilés, réadaptés, afin de pouvoir vaincre la déception profonde résultant de la trahison des organisations dans lesquelles ils avaient placé leur espoir révolutionnaire.

L'heure du regroupement révolutionnaire est une heure où les problèmes d'organisation ont une importance particulièrement grande : remplacer le travail de conviction, de compréhension des problèmes par des questions de prestige, des ulti-

matum, ne peut pas favoriser le regroupement de l'avant-garde mais ne peut que traîner les intérêts de ce regroupement.

Nos lecteurs pourront se rendre compte par la lecture des textes qui vont suivre que de la part des militants du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE, les plus grands efforts ont été faits pour que se réalise l'unification des bolcheviks-léninistes en France, condition fondamentale du regroupement d'une avant-garde révolutionnaire.

Le compte rendu que nous en faisons à nos lecteurs les laissera juges de l'état où en est la question, mais les contacts qui se poursuivent entre l'organisme international et le P.C.I. sont un pas nouveau fort important, et tous nos efforts tendront à ce qu'il aboutisse à une unification réelle, stable et productive des bolcheviks-léninistes en France.

Nous rappelons que l'on avait questionné nos organisations sur l'acceptation préalable d'une discipline de la majorité à la conférence constitutive. On nous avait demandé une réponse écrite et la conférence a été tenue sans que nous en soyons avertis, le lendemain même du jour où l'on nous posait cette question. Nous nous sommes donc trouvés, nous le répétons, devant une situation de fait, et nos premiers contacts avec la délégation du Secrétariat International ont pour but de situer les positions respectives en présence de cette situation de fait.

Une première entrevue avec le Secrétariat International

Nous publions ci-dessous le procès-verbal de la première entrevue. Il est extrêmement important, comme chacun pourra en juger :

PROCES-VERBAL

PRÉSENTS : Legrand, Trent, Raymond Molinier, Roland Authier, Frank, Martin.

Président de séance : Frank. Adopté.

Raymond MOLINIER : rappelle qu'il a eu une conversation avec Legrand, sur la demande de ce dernier.

Lors de la précédente entrevue des délégués du P.C.I. avec des délégués du S.I. dit R.M., on avait convenu que le P.C.I. enverrait une lettre précisant son attitude envers le S.I. et vis-à-vis de la Conférence pour la IV^e. Il rappelle que le P.C.I. avait demandé à participer à cette Conférence. Le P.C.I. a, alors, envoyé un document sur le point précité. Or, Legrand, au cours de notre conversation, n'a confirmé que la Conférence avait eu lieu. Donc, notre lettre qui demandait à y participer n'avait plus de raison d'être. Nous nous trouvons actuellement, dit R.M., devant un organisme élu par la Conférence et nous avons à examiner avec lui le problème de la scission en France. Legrand a manifesté à R.M. son intention d'aider à trouver une solution, de rester si nécessaire dans ce but à Paris plus longtemps qu'il ne devait le faire, pour éclaircir ou mettre au point cette question.

Je n'avais, dit R. Molinier, pas de mandat de mon organisation sur ce point, et j'ai demandé à Legrand qu'il participe à l'étude de ce problème. On m'a dit que Trent restait. Notons que le camarade Trent a été mêlé aux scissions, et ce n'est pas de notre part une question personnelle, mais il est préférable que ce soit Legrand qui participe à la solution de ce problème. — Sans mandat, continue R.M., j'ai dit qu'il était nécessaire d'en terminer avec la scission, qu'il n'y avait pas de cas personnel, et que, si ma personne était un obstacle, j'y mettrais, pour ce qui était de moi, un terme. — Je pose la question aux camarades américains : Comment se pose la question de l'unification ?

LEGRAND, traduit par Trent. — Nous ne pouvions vous avertir de la tenue de la Conférence parce qu'elle s'est tenue dans des conditions conspiratives. — Les principales décisions adoptées à cette Conférence étaient : L'adoption ou plutôt la ratification de l'unification de trois groupes en Angleterre, de deux groupes en Grèce ; l'adoption de statuts et l'organisation définitive de la IV^e. Sur la question française, la seule résolution adoptée était sur l'organisation du travail intérieur à l'organisation. En ce qui concerne le P.C.I., aucune nouvelle décision n'a été prise. Le nouveau Secrétariat International n'a pas de nouvelles instructions à cet égard. Comme partie de la délégation de l'Internationale, ajoute Trent, nous avons, dans le cadre des décisions anciennement prises sur cette question par la dernière Conférence, d'engager une discus-

sion sur la question de l'unification du P.O.I. et du P.C.I. On peut dès ce soir commencer cette question. Nous autres, délégués de l'Internationale, avons des intérêts exceptionnels et tout spéciaux à cette question. Nous sommes disposés à faciliter la fusion de toutes les manières, — non pas comme délégués du S.I., mais comme délégués américains. Il se peut que les questions que l'on ne pourra pas résoudre sur le plan international, on puisse les résoudre sur un plan officiel (non formel) américain. Personnellement, Legrand voudrait bien participer dans cette affaire jusqu'à la fin. Mais il devait partir demain et n'est pas sûr qu'il pourra remettre son billet à la Compagnie. Il fera son possible...

TRENT continue : En tous cas, Legrand et Trent ont une position commune sur la question, et s'il s'avérait impossible que Legrand puisse remettre son départ pour des raisons matérielles, Trent pourrait le remplacer. Nous autres, Américains, n'entrons jamais dans des négociations sans savoir exactement ce que nous voulons. Notez que dans ces négociations nous sommes limités par le fait qu'il n'y a pas de décision formelle de l'Internationale, cependant, comme délégués américains, nous ne ferons pas de diplomatie. Il est important dans la politique de savoir manœuvrer, mais il est important de savoir quand il faut cesser de manœuvrer. Si vous autres, P.C.I., voulez réellement faire, réaliser quelque chose de concret dans ce sens de l'unification, on peut arriver à un accord. Mais nous sommes limités par les décisions prises antérieurement, lors de la dernière Conférence, à ce sujet. Cependant, nous sommes prêts à donner notre opinion personnelle sur n'importe quel aspect de la question. En ce qui nous concerne, nous n'utiliserons pas des subterfuges. Il faut, ajoute Trent, mettre les cartes sur table. Dites maintenant ce que vous voulez.

Raymond MOLINIER. — Nous voulons l'unification et l'avons dit, nos cartes sont mises sur table, mettez les vôtres. Nous vous demandons de nous faire connaître quelles sont, d'après vous, les conditions de cette unification.

LEGRAND. — Vous connaissez bien les décisions de la Conférence Internationale (la précédente) ?

Raymond MOLINIER. — « Mon exclusion et l'exclusion de tous les camarades qui resteraient en rapports avec moi ». Or, si l'on parle d'unification, il ne peut s'agir de l'exclusion de tous les camarades qui sont restés en rapports avec moi. S'en tenir à cette décision de la Conférence si l'on veut envisager l'unification est donc absurde. Donc, dites les conditions.

TRENT, traduisant LEGRAND. — Evidemment, si l'on s'en tient à la formule textuelle, l'unification est par ces termes mêmes de la résolution de la précédente Conférence, impossible. Il ne s'agit pas du point de vue formel, mais de ce qui reste de cette résolution, l'exclusion de Molinier. La deuxième partie de la résolution tombe d'elle-même si l'on parle d'unification (celle concernant les camarades restant en rapports avec Molinier). — Comme délégué de l'Internationale, continue TRENT pour LEGRAND, nous n'avons pas le pouvoir de nous élever au-dessus de la décision d'exclusion de Molinier.

Raymond MOLINIER. — Mais comme délégués américains ?

TRENT pour LEGRAND. — Nous avons l'intention de faire tout en notre pouvoir pour essayer d'amener à la réhabilitation de Molinier.

MARTIN. — Comment traduisez-vous en anglais ce terme de « réhabilitation » ?

TRENT. — « Rehabilitation ».

MARTIN. — Et comment traduisez-vous en anglais ce terme : « Réintégration » ?

TRENT. — « Readmission ».

Raymond MOLINIER. — Je demande que, pour l'instant, cette question soit provisoirement laissée de côté, et d'examiner le problème même. — Nous avons actuellement, dans notre organisation, plus de camarades que lorsque nous avons quitté le Congrès lors de la scission. Nos positions politiques sont les mêmes que celles du P.O.I., fondamentalement. Nous avons plus de membres adultes que le P.O.I. Le P.O.I. a plus de jeunes que nous. Par contre, nos jeunes sont plus formés politiquement qu'il y a deux ans. La totalité de nos camarades jeunes de la direction viennent des J.S.R. Sur le plan politique, les deux organisations unifiées verront se retrouver des tendances différentes. Sur le plan d'organisation, il faut trouver une compatibilité, c'est-à-dire la compréhension par les cadres des efforts à faire pour réaliser l'unification et respecter des deux côtés des principes communs d'organisation, qui sont notre charte commune. Et nous attirons tout particulièrement votre attention sur la nécessité, dans la situation présente, d'un contrôle et d'une enquête sur chacun des camarades des deux organisations, des deux côtés.

Nous insistons sur ce point, nous en développerons les raisons. Il s'agit en France d'une période toute différente d'il y a encore quatre ou cinq mois, et nous insistons pour que des mesures communes soient prises de sécurité. J'ajoute encore que la composition prolétarienne (métallurgistes) de notre organisation est plus grande que dans le P.O.I. Nous avons fait un très

Problèmes de construction de la IV^e Internationale (suite)

sérieux travail dans les usines. Dans les casernes aussi. Nous ne voudrions pas que ce travail puisse être compromis. N'aurions-nous fait aucune erreur ? Comme communistes, il ne serait pas sérieux de discuter cela. Nous avons certainement fait des erreurs, mais nous avons acquis un certain nombre de résultats auxquels nos camarades tiennent, et nos camarades des usines tiennent beaucoup à la sécurité du travail accompli et du maintien des possibilités, donc au contrôle, préalable à toute unification, de tous les membres des deux organisations, ce qui suppose la démocratie à l'intérieur de l'organisation. Les camarades louches doivent être exclus par les deux organisations réunies pour le faire ensemble. Par contre, ceux qui seront reconnus être de sincères révolutionnaires, doivent ne plus pouvoir être traités de flics ou de camarades louches. — Nous insistons beaucoup sur le problème d'une sélection honnête, avant l'unification, et des deux côtés ; par les deux organisations en commun.

Il y a un autre problème, très important, celui de l'Espagne. Nous n'y avons que des forces très faibles. On a dit que F., aidé par Raymond, allait en avion en Espagne, diriger des colonnes et faire assassiner des militants du P.O.U.M. ! Il y a bien des choses peu claires dans cette question d'Espagne. Les camarades du P.O.I. se sont souvent laissés entraîner, par la lutte fractionnelle, à prendre part à des calomnies.

L'unification présume la fin des luttes fractionnelles. Il est indispensable de savoir qui est du Guépéou en Espagne, quels furent les aveux et le rôle de ceux qui représentaient la section officielle.

Je me résume et, à mon avis, nous posons trois conditions préalables à l'unification :

A) Que les camarades du P.O.I. abandonnent la lutte fractionnelle, ainsi que le P.C.I. ;

B) Application d'un régime de démocratie prolétarienne ;

C) Examen et recensement préalable par des militants responsables et qualifiés des deux organisations, de tous les militants de chaque organisation.

LEGRAND et TRENT. — Nous pouvons accepter ces trois conditions préalables sans aucune réserve. Elles sont **ELEMENTAIRES**.

TRENT continue : Nous proposons que vous vous adressiez directement et sans attente au S.I. en lui indiquant les trois conditions énoncées.

— Le S.I. désignera une commission pour présider à l'unification, examiner toute la question, d'un côté comme de l'autre. Il faut terminer les négociations à très bref délai, sans traîner.

ROLAND (du P.C.I.). — L'exposé fait par le camarade Raymond Molinier entre dans l'ensemble de la politique du P.C.I. Mais Molinier a exprimé son opinion personnelle et il l'a dit. L'opinion générale des camarades du P.C.I. est, chaque jour davantage, favorable à la fusion, mais que, avec l'exclusion de Molinier, ce serait impossible. Cette question de son exclusion ne saurait aucunement se poser pour aucun des camarades du P.C.I. Mais il faut recommencer la discussion politique avec vous. Et le camarade Molinier devra participer aux travaux de la commission destinée à unifier les deux organisations.

LEGRAND, traduit par **TRENT.** — J'estime la question de cette unification de vos deux organisations plus importante et plus précieuse que le billet de Legrand, malgré, dit Trent, que notre organisation américaine soit moins riche que la vôtre. Legrand restera donc et montre qu'il commence par une concession.

MOLINIER. — Il ne s'agit pas d'une concession. Mais que faire maintenant ? Nous ne pouvons pas nous unifier avec les camarades américains ? Et les camarades français ne sont pas là ?

LEGRAND. — Est persuadé que tout s'arrangera sous les auspices du S.I. Adressez-vous directement au S.I.

MOLINIER. — Nous demandons notre adhésion à la IV^e Internationale.

LEGRAND. — Oui, et votre fusion avec le P.O.I.

MOLINIER. — Nous pouvons faire immédiatement cette lettre.

LEGRAND. — D'accord.

Il est décidé de faire immédiatement la lettre, qui est rédigée sur l'heure par les délégués du P.C.I. et remise à Legrand et à Trent. Une prochaine entrevue aura lieu, convoquée par Legrand.

Des abonnements!

ABONNE-TOI A « LA COMMUNE » (0 fr. 50 le No.)

3 mois	8 Fr.
6 mois	15 Fr.
1 an	30 Fr.

ABONNE-TOI A « LA VERITE » (6 fr. le No.)

1 an	30 Fr.
------------	--------

Seuls les abonnements et les efforts personnels des lecteurs permettent à « La Commune » et à « La Vérité » de pouvoir vivre.

Compte Chèque Postal : BRAUSCH 1773-07 Paris

Les conditions

du Secrétariat International

Quelques jours après, nous avons reçu une convocation pour une nouvelle réunion du Secrétariat International. Nos délégués se rendirent à cette convocation et le président de la délégation du Secrétariat International déclara que le Secrétariat International s'était réuni le 16 septembre et avait adopté une résolution que nous publions ci-après. Le président déclara que la résolution était, à après lui, un tout indivisible, mais que toutefois on pouvait la discuter point par point. Voici le texte de cette résolution :

« Le S.I., ayant reçu la lettre du P.C.I. datée du 14 septembre demandant son admission dans les rangs de la IV^e Internationale, propose que la question soit résolue de la manière suivante :

1) Les membres du P.C.I. seront immédiatement admis dans le P.O.I. (section française de la IV^e Internationale), sans délai ;

2) Les membres du P.C.I. recevront une représentation adéquate au Comité central et au B.P. du P.O.I. avant le Congrès ;

3) La base de l'unification est fournie par les décisions de la conférence internationale qui sont obligatoires pour tous les membres de la IV^e Internationale ;

4) Le cas personnel de R. Molinier ayant été décidé par la conférence internationale de 1936, décision qui n'a pas été changée ou modifiée par la conférence de 1938 celui-ci reste complètement en dehors de la section française unifiée ;

5) Comme membres affiliés au P.O.I., les membres actuels du P.C.I. auront les pleins droits de participer au prochain congrès du P.O.I. et à la préparation et discussions qui le précéderont ;

6) Les détails organisationnels de la fusion

Au Mexique Le Guépéou prépare l'assassinat de Trotsky

LES informations très précises viennent d'être publiées par le « Socialist Appeal », journal des partisans de la IV^e Internationale aux Etats-Unis, sur l'activité du Guépéou.

Voici quelques mois, le leader du P.C. mexicain, un nommé Hernan Laborde, se rendit, paraît-il, à Moscou. En réalité, il séjourna illégalement à New-York, préparant des dispositions pour tenter un coup contre Trotsky lors du Congrès qui vient de se tenir à Mexico (et pour lequel Jouhaux et Cie se sont rendus en Amérique). Mais la police sembla avoir éventé l'affaire et ledit Laborde regagna clandestinement Mexico, tandis qu'officiellement on annonçait son séjour en U.R.S.S.

A Mexico, des instructions précises étant parvenues pour passer à une « action directe » contre Trotsky, Laborde organisa une réunion sévèrement clandestine de quelques membres du C.C. du parti mexicain, d'organiseurs de groupes de combat, et de deux ou trois étrangers venus à Mexico pour le « Congrès contre la guerre et le fascisme ». Le rapporteur de cette réunion préconisa de créer l'atmosphère nécessaire pour « la liquidation physique de Trotsky et de quelques-uns de ses amis » ; il se targua de l'appui complet, au point de vue politique, du Ministre de l'Education Vazquez Vela.

D'autre part, des instructions semblables ont été données à Tolédano pendant son voyage en Europe ; le Guépéou lui remit un film calomnieux contre Trotsky. Une partie des « délégués » étrangers au Congrès est constituée par des agents étrangers du Guépéou. Ils ont pour tâche de créer « l'atmosphère » favorable pour la réalisation de nouveaux crimes du Guépéou.

**

La révélation de ces préparatifs ne peut manquer de contrecarrer les plans du Guépéou. Mais Staline ne se résignera pas. La vigilance des militants révolutionnaires ne doit pas cesser un seul instant.

Parmi les malfaiteurs qui ont comploté contre Trotsky, au Mexique, nous ne devons pas oublier de mentionner Frachon, secrétaire de la C.G.T.

doivent être réglés par le C.C. élargi du P.O.I. (y compris la représentation des membres actuels du P.C.I.) sous le contrôle du Secrétariat International) ;

7) Toutes les autres questions de divergences, politiques ou organisationnelles, doivent être résolues dans le cadre de la section française unifiée, en accord avec les règles normales qui s'y rapportent. »

Dans cette seconde réunion, la discussion, dont nous publierons le procès-verbal dans le prochain numéro, aboutit à l'adoption, par la délégation du Secrétariat International, d'un point supplémentaire que voici :

« 8) Une fois la résolution du S.I. adoptée par le P.C.I., le S.I. déclare qu'il s'oppose à ce qu'il soit pris des mesures disciplinaires contre aucun camarade sur la base des disputes passées. »

Nos lecteurs se rendront compte par la simple lecture de ces textes des contradictions entre les premières prises de contact et la résolution auxquelles ces prises de contact aboutirent. Ils se rendront également compte de la volonté d'unification de notre délégation lorsqu'ils sauront qu'à la fin du débat, notre délégation déposa la déclaration suivante :

« La délégation du P.C.I., en présence des propositions du S.I., accepte ces propositions **COMME BASE DE DISCUSSION**. Le contenu de cette acceptation est largement précisé par le procès-verbal de nos interventions dans nos entrevues antérieures avec le S.I. La délégation du P.C.I. demande une discussion immédiate avec la direction du P.O.I., sous la présidence du S.I., pour que se dégage avec précision la solution du problème de l'unification des bolcheviks-léninistes. »

Cette déclaration fut considérée insuffisante par les délégués du S.I., lesquels exigeaient la signature pure et simple de la résolution.

Le prochain numéro de notre journal publiera le procès-verbal de la seconde et de la troisième réunions, ce qui permettra aux lecteurs de posséder tous les éléments de la question.

Nous terminons ce compte rendu en précisant que la délégation du S.I. nous a promis une réponse par lettre à notre déclaration, réponse que nous n'avons pas encore reçue.

La délégation rendit compte de son mandat au C.C. de notre organisation, qui décida de procéder sur ces questions à un référendum dans l'organisation.



DIFFUSONS

« La bête trotskyste » explique...

**AUX METALLOS TRAHIS...
POURQUOI ET COMMENT
LES QUARANTE HEURES
ONT ETE ABANDONNEES**

(La grève du 24 mars au 16 avril)

Rédigée par des métallos, une brochure
de 20 pages : 0 fr. 50.

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures
36, rue du Château-d'Eau, Paris (10^e)

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués.
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE ».

Le Gérant : A. RASTIDE



“Je retourne à Lénine”...

... et le Guépéou, il y a un an, assassinait

LUDWIG

Le début de cet article, écrit par Elsa Reiss, la compagne d'Ignace Reiss, et traduit du « Bulletin de l'Opposition » en langue russe, a paru dans le n° 144.

Le procès des courageux communistes polonais à St. Iour en 1922

Le célèbre procès de St-Iour, en 1922, représente clairement le P.C. Polonais et la structure sociale de la Pologne. Le premier grand procès politique qui rencontra un écho en Europe porta le nom de l'église de Saint-Iour, où se tenait la réunion. Dénoncés par un provocateur, tous les présents furent arrêtés. Devant le tribunal de classe se présentèrent des prolétaires, des paysans, des intellectuels, des semi-intellectuels, des bourgeois, des aristocrates, des polonais, des ukrainiens, des juifs, des jeunes et des vieux.

Leur conduite courageuse inscrivit une belle page dans l'histoire du parti communiste polonais. Où sont-ils, les héros de ce procès ? Plusieurs émigrés en U.R.S.S. ont été fusillés. Voilà où le Comintern stalinien a conduit le P.C. polonais, qui avait tous les droits d'être fier de ses traditions révolutionnaires. Peu après les arrestations dans l'église de Saint-Iour, Ludwig fut également arrêté. En dépit des souffrances physiques, il était solide, gai même, et quand je lui rendis visite au bout de quelques semaines de prison, il me parut physiquement très changé, mais avec un état d'esprit excellent. Je quittais la prison très apaisée. A travers les murs impénétrables de la prison, il parvenait à me transmettre chaque semaine de petites notes d'encouragement.

Il n'était pas le seul à être aussi ferme. Sauf quelques exceptions, tous les prisonniers des prisons polonaises furent courageux. Qu'importent les tortures physiques à un homme qui lutte pour la libération de l'humanité ?

Fier, profondément convaincu de l'idée pour laquelle il combat, le révolutionnaire polonais attaquait ouvertement la réaction. Un pays puissant, qui réalisa l'idéal de l'humanité et devint l'espoir pour des millions d'hommes, ne se trouvait-il pas derrière chaque militant, même le plus modeste ? La Russie révolutionnaire était non seulement la patrie de tous les travailleurs, mais aussi un asile pour tous les persécutés et les opprimés.

La vie en prison

Je me souviens que Ludwig parvint à suspendre un mouchoir rouge à la fenêtre de sa cellule, qui donnait sur la cour. Les punitions se succédèrent : privation de nourriture, de livres, etc... On me retourna une fois le colts que je lui avais adressé, me disant qu'il avait commencé la grève de la faim. Celle-ci dura plus d'une semaine. Tous les prisonniers politiques firent grève. Quand je retournais le voir, lui, fier et heureux, me racontait que le journaliste ukrainien qui partageait sa cellule avait aussi déclaré la grève par solidarité et s'était montré un bon camarade.

Les privations et les prisons renforcèrent le grand idéal de Ludwig : il passait tout son temps à la lecture et à l'étude (il était impossible de le faire en liberté). En prison, il mûrit, devint un révolutionnaire encore plus dévoué et plus convaincu. La prison le trempa et accentua tout ce qu'il y avait de noble en lui. Pénétré d'une culture profondément socialiste, il réalisa par toute sa vie sa fidélité aux enseignements de Marx, par un dévouement illimité à la révolution et à l'esprit de véritable solidarité.

Jusqu'à sa mort, il resta propre. Le temps viendra où d'autres confirmeront ce que j'écris maintenant à son sujet, d'autres — ceux qui resteront vivants après l'effondrement du stalinisme, ceux qui travaillent encore dans l'appareil stalinien à Paris et à Prague, si un jour ils sont libres. Aujourd'hui encore, ils jettent la pierre ou, dans le meilleur cas, se taisent. Mais ce sont eux précisément qui savent très bien ce que fut Ludwig et ce que représentent ses bourreaux.

Activité illégale

EN été 1923 Ludwig est libéré avec l'un de ses meilleurs amis, et, courant le plus grand risque pour sa vie, il réussit, avec l'aide du Parti, à fuir en Allemagne. Des journées pleines d'activité fébrile et de grands es-

poirs. Combien de camarades nous ont visités ces jours-là. J'ai très peu vu Ludwig ces jours durant. Porté par les ailes de l'espoir, il se donna tout entier au travail, presque toujours en voyage. Même en ces rares journées qu'il passait à Berlin, il n'avait pas de temps pour la vie personnelle. Les jours passent comme dans un rêve, et avec eux les nuits pleines d'inquiétude.

Je me souviens qu'une fois Ludwig m'avait expliqué pourquoi il n'était pas rentré à la maison. Il était à Chemnitz avec Piatakov. A la gare de Dresde, ils s'aperçurent qu'ils avaient confondu les heures de départ et d'arrivée des trains et que le dernier train partant pour Berlin était déjà parti. Il fallait passer la nuit. Ils découvrirent alors qu'ils portaient tous deux le même nom sur leurs deux passeports, et ils durent prendre une seule chambre. Quelle coïncidence : le même passeport, le même sort !

Un jour, Ludwig arriva avec Larrissa Reiser, qui resta quelques semaines chez nous, dans notre logement illégal. Ils parlaient souvent pour Hambourg. Larrissa écrivit ensuite son livre remarquable : « Hambourg sous les barricades ». Hiver 23, tous les camarades retournèrent chez eux : Piatakov, Radek, et, avec eux, Larrissa. Je me souviens qu'elle nous cria à la gare de Silésie : « A bientôt ! » Par la suite, très vite, une maladie stupide emporta cette femme remarquable. Nous étions très peinés par sa mort. Mais souvent, ensuite, nous nous sommes dit que le sort avait été miséricordieux envers elle. C'est le typhus qui a été son protecteur.

Recul du mouvement révolutionnaire en Europe

Ensuite vinrent, pour le mouvement révolutionnaire, les années de reflux pour l'Europe, les luttes oppositionnelles en Russie. Cela ne pouvait pas avoir d'écho pour les camarades d'Europe. Avec beaucoup d'autres, Ludwig enterra pour longtemps l'espoir d'une révolution en Europe. Il ne restait plus qu'une seule chose à faire, — se donner entièrement à l'œuvre de la défense de l'Union Soviétique, entourée de tous côtés par la contre-révolution ; protéger les conquêtes d'Octobre. Ludwig donna toutes ses forces. Malgré les dangers, il allait d'un pays à l'autre, toujours illégalement, faisant souvent connaissance avec les prisons européennes. Avec la modestie qui lui est coutumière, il ne parle jamais de ses succès. Il n'attend pas de récompense. Le travail exige un secret absolu et la solitude.

En liberté, il suit son chemin, illégalement, et seul, dans le sens complet de ce mot. Quand il est en prison, personne ne le reconnaît, ni le Parti, ni l'Union Soviétique. Encore une fois, il n'est pas le seul. Ce n'est pas par hasard que l'U.R.S.S. possède un appareil aussi parfait. Ce sont eux, les solitaires, qui ont posé les fondations de tout le travail ; ce sont eux, élevés par le parti de Lénine, dévoués aux traditions d'Octobre, qui ont donné son caractère à tout le travail.

Parallèlement à la destruction de la Révolution, se produit un effacement du Comintern et un processus de démolition de tout l'appareil soviétique. Ludwig lutte avec acharnement contre la bureaucratie naissante de l'appareil ; il choisit précieusement ses collaborateurs du parti, dans le sens le meilleur de ce mot. Il avait toujours rêvé de pouvoir retourner au travail du Parti.

Puis il enterre cet espoir aussi. Il est profondément convaincu que toutes les forces doivent être données pour la défense de l'U.R.S.S. et trouve en cela une justification morale pour son travail dans le service de renseignements. Il s'accroche à ce but. Mais il rentre de plus en plus en soi-même et souffre profondément de tout ce qui se passe en Union Soviétique. L'exclusion de Trotsky du Parti est pour lui un coup dur. Mais quand Trotsky est expulsé de l'Union, Ludwig dit : « Maintenant au moins, Staline aura un mérite : il a sauvé la tête de la Révolution. »

Le travail à l'étranger est interrompu par de longs séjours à Moscou, en 1930-1932. C'est la période du plan quinquennal, avec les privations, les discussions, la lutte. Il devient de plus en plus difficile de respirer en Union Soviétique ; le départ à l'étranger et le retour à la vie illégale

paraît une délivrance. En même temps, Ludwig commence à travailler dans le Guépéou.

Les conditions du travail à l'étranger ont considérablement empiré. Le travail devient plus difficile. On ne peut plus compter sur une aide quelconque du côté du Parti. L'appareil doit être bâti exclusivement au moyen de sympathisants, non liés avec le Parti, même de la manière la plus lointaine.

Ludwig met en marche toutes ses liaisons. Son art de parler aux gens, sa culture, son honnêteté, l'aident à recruter pour l'Union Soviétique des intellectuels, des professeurs, des journalistes, même dans les années de désillusion. Mais la question se pose avec de plus en plus d'acuité : pourra-t-on longtemps encore prendre part à tout cela ? Il est vrai, Staline fait, de temps en temps, un beau geste, comme en 1936 avec l'Espagne. A un tel travail, la participation est encore possible. Ludwig refuse, les dernières années, d'attirer la jeunesse à ce travail. Il s'efforce de convaincre ses amis qu'on doit laisser aux jeunes la voie vers le Parti. Et lui-même ? Depuis longtemps déjà, tout est clair pour lui, mais en même temps, il se rend de plus en plus compte qu'il n'est pas libre.

Desespoir et solitude

Avec un désespoir croissant, il s'accroche à ce qui lui reste encore, — ce qui justifie son travail. — la défense de l'Union Soviétique. Cela suffit pour continuer le travail, mais il est difficile d'apaiser sa conscience. Et il devient de plus en plus silencieux, renfermé, et de plus en plus seul. On peut compter sur les doigts les camarades avec qui l'on peut encore parler ouvertement. On ne les reconnaît plus, nos amis d'autrefois. Ceux qui étaient désespérés et d'accord avec nous, récemment encore, ils approuvent tout maintenant. Ils se réjouissent d'un nouveau discours de Litvinov à la Société des Nations ; ils applaudissent les généraux révolutionnaires polonais qui ont honoré la mère de Radek ; ils sont heureux quand on réussit à dresser tel ou tel gouvernement contre Trotsky ou à couper des fils télégraphiques pour l'empêcher de prononcer un discours. Ils n'ont ni conscience, ni une lueur de pensée. Pour eux, comme pour cet écrivain émigré communiste, c'est Staline qui pense.

Un jour, Ludwig discuta avec l'un de ses amis, un camarade de prison, sur les derniers procès de Moscou. Notre vieil ami s'efforçait de trouver une justification. « Mais ils ont avoué, il a dû y avoir quelque chose », dit-il. Ludwig lui demanda s'il pourrait, le jour où il serait accusé d'avoir fui de Pologne non pas avec l'aide du parti, mais avec l'aide des nationalistes polonais, repousser cette accusation. Tous ses camarades du parti, qui l'ont connu et aidé à fuir, sont fusillés depuis longtemps, comme espions et comme saboteurs. Avec un pénible soupir, notre ami dit : « Où sont nos illusions, où sont nos espérances ? » Il viendra un jour où ceux qui se taisent aujourd'hui se présenteront. Ils se frapperont la poitrine et crieront : Mea culpa. Ils affirmeront ce que je dis de Ludwig. Ils viendront quand ils seront libres, un jour où Staline disparaîtra de la scène, quand ils se libéreront des tragiques chaînes qui les lient, quand ils se réveilleront de cette sorte de sommeil hypnotique dans lequel ils se trouvent maintenant plongés, — pas avant. Tant que Staline, ce fossoyeur de la révolution, pourra se présenter comme le défenseur d'Octobre, nombre d'entre eux resteront.

Mais cette plate-forme est devenue depuis longtemps une pente abrupte, sur laquelle on ne peut plus tenir. Au nom d'Octobre qu'il a trahi, Staline a expulsé Trotsky, le grand bolchevik d'Octobre, fusillé les collaborateurs de Lénine, et en ce même nom a ordonné de tuer Ludwig.

Après le premier procès, la question d'une rupture se posa de façon aiguë. Maintenant, pas un pas de plus. Il a pris une décision. Mais je tente de l'influencer : Ne te hâte pas, parle d'abord avec les camarades. Je crains trop pour sa vie. Je le supplie : Ne t'en vas pas seul. Un tel pas, il faut le faire collectivement. Mais toujours il me répondait : « On ne peut compter sur personne. Il faut aller seul, ouvertement. On ne peut pas ruser avec l'Histoire. Un délai ne donnera rien. Ne crains pas la mort ; pense comme il est plus facile de mourir ici que d'être accusé à un procès de Moscou. »

Mais il parle tout de même avec les camarades. Un silence glacial pour réponse : Il a raison, nous sommes seuls.

Mais il ne peut pas agir, il doit attendre et faire des compromis. Il s'agit de camarades qui se trouvent à Moscou, c'est à eux qu'il faut songer.

(Suite page 4.)

La "démocratie" dans la C.G.T.



A quelques nuances près, les bonzes de la C.G.T. se trouvent unis sur le problème de la guerre : ils sont pour la défense nationale et pour le maintien des positions stratégiques des Sudètes. Les gens de « Syndicats » ne doivent pas être pris au sérieux comme opposition contre la guerre ; ils n'éprouvent pas le besoin d'être jusqu'aboutistes avant le déclenchement de la guerre ; à ce moment, ils acceptent non seulement de se taire (Belin le déclare dès aujourd'hui), mais encore de hurler avec les loups.

Pendant ce temps, ils préparent plus bureaucratiquement que jamais le prochain congrès confédéral : les syndicats ont bien d'autres préoccupations que les palabres de Nantes. Dans cette préparation, les cliques rivales s'empoignent avec véhémence. Dans l'atmosphère parisienne, les stalinien ont éliminé le plus fort syndicat, celui de la Boulangerie, dirigé par Boville. Aussi ce syndicat a-t-il élevé une protestation auprès de la C.A. confédérale, menaçant, s'il n'obtenait pas satisfaction, d'en ne sait quoi exactement.

Il est possible qu'un Boville, soutenu par tout un clan réformiste et franc-maçonnique, obtienne satisfaction. Mais, par contre, les vraies minorités révolutionnaires n'ont rien d'autre à attendre que des sanctions. Nous venons d'apprendre du Havre qu'un jeune militant coiffeur vient d'être exclu du syndicat parce qu'il y fait une opposition révolutionnaire. Au Havre, fut déjà exclu du Syndicat des Employés notre camarade Binet. Nous reviendrons la semaine prochaine avec plus d'informations sur ces exclusions. Il importe que les militants révolutionnaires comprennent qu'ils doivent, sans tarder, unir leurs efforts pour défendre la démocratie ouvrière contre toutes les cliques de la bonzocratie syndicale.

La grève du bâtiment à Sartrouville

Aux chantiers Sèvres-Acher-Camponon-Bernard (Billard), où l'on effectue des travaux publics — collecteur d'égout ou prétendu tel — la grève fut déclenchée lundi matin. On a voté la grève à main levée. Sur une centaine de camarades, 10 seulement font les piquets de grève.

Bien que des gars se soient prononcés pour l'occupation des chantiers, celle-ci n'a pas été réalisée parce que la direction syndicale s'est prononcée contre cette forme de lutte. Les gars sont donc obligés d'attendre en dehors des chantiers, gardés par la garde mobile.

On est loin des grèves du bâtiment d'autrefois.

Chez Rosengart à Neuilly

Peu avant les vacances, il était apparu que la direction de la maison Rosengart avait dressé un plan de combat contre les ouvriers. Cette orientation de combat est la conséquence directe de la grève perdue au printemps dernier. L'application du plan patronal bat son plein à présent.

Elle diminue le personnel (à la carrosserie, plus de 100 renvois sur 600 ouvriers), il y a des diminutions de boni, le tout pour une production calculée de 45 voitures par jour pour une durée de quelques mois, ce qui constitue une diminution de moins de 10 %. En outre, l'usine est totalement fermée deux jours par semaine.

Ce qui aggrave la situation, c'est que les ouvriers se trouvent désunis et désorientés par la faute des dirigeants syndicaux qui, au lieu de se conduire en fonction des intérêts de la classe ouvrière, ont cru être fort habiles en faisant usage des boniments de l'« Humanité » sur la « défense nationale » sabotée par les capitalistes. Récemment, cette direction, pleine de prétentions, fit distribuer un tract dénonçant le patronat de chez Rosengart... non pas directement pour ses brimades et ses provocations envers les ouvriers, mais pour le fait de produire une camelote de peu de valeur. Le patronat sauta sur l'occasion. Il chassa plusieurs délégués adjoints, responsables syndicaux et militants actifs pour la teneur de ce tract, et poursuivit le syndicat au tribunal pour préjudice commercial.

Le patronat vient d'afficher la liste des renvois, en ajoutant qu'ils sont dus à la situation présente et au tort commercial résultant du tract distribué par la section syndicale. L'argument ne trompe pas les ouvriers les plus conscients, mais il porte sur les éternels hésitants et froussards.

Les renvois frappent entre autres les femmes dont le mari travaille à l'usine. Elles n'osent pas réclamer leurs 8 jours, pour ne pas attirer d'ennuis à leur mari. C'est tout profit pour la maison... On les rappellera quand le mari mettra sac au dos et qu'il faudra tourner des obus.

Le désarroi des ouvriers a d'autant plus d'étendue que, dès le début de l'attaque patronale, les dirigeants syndicaux qui ne dirigent rien, avaient prévenu par un tract déclarant : nous ne répondons pas aux provocations ; et, tout récemment, une grève de protestation de 10 minutes ne fut faite qu'à la carrosserie, tandis que la mécanique était laissée dans l'ignorance de cette action.

Il ne s'agit pas pour les ouvriers de chez Rosengart de reprocher au patronat la valeur des automobiles qu'il livre sur le marché. Il s'agit pour eux de défendre leurs conditions de vie et les conquêtes de juin 36. D'abord, pas d'augmentation de la cadence : la même production doit être obtenue sans diminution du nombre des ouvriers. Maintien des salaires. Réintégration des camarades renvoyés.

Enfin, ce n'est pas Rosengart seul qu'il faut combattre. Rosengart est une des pièces du capitalisme français qui conduit le monde à la guerre et au fascisme. On ne peut le battre avec des pétitions demandant la réintégration de camarades licenciés. Il faut s'organiser pour mener la lutte révolutionnaire contre le régime, la lutte pour prendre le pouvoir et les usines, la lutte pour le triomphe des Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats.



SOUS LA TENUE DE MORT

Vers la ligne Maginot

800 réservistes sont arrivés la semaine dernière à ... Une pagaie dans l'administration militaire était inévitable. Certaines compagnies n'ont pas encore réussi à accourcir complètement leurs hommes. Pour quelques centaines d'entre eux, l'exercice, l'entraînement militaire n'est pas encore commencé (depuis mercredi, date d'arrivée des réservistes).

Pour d'autres, au contraire, les exercices ont commencé au lendemain de leur arrivée à la caserne.

Parmi les compagnies restées inactives, les hommes lassés ont demandé eux-mêmes de l'activité (!) et manifestent leur mécontentement dans les conversations : « Qu'est-ce qu'on nous fait foutre ici quand notre travail nous attend à l'usine ? »

Grandes contradictions dans les crânes. Dans les compagnies qui dès le premier jour se sont mises au « travail », la réserve, pourtant assez ménagée, manifeste son mécontentement plus fortement.

D'une manière générale, tous les réservistes prévenus de leur période vingt-quatre heures avant leur départ, privés de permissions et obligés d'aller « pointer » trois fois le dimanche à des heures différentes, sont mécontents et ouvertement hostiles au système militariste qui les contraint à ce régime.

Nous sommes revêtus de la tenue de guerre (les gars disent : la tenue de mort). Dans ... nous sommes un sujet de curiosité, mais pas de contact avec cette population chauvine. La tenue de guerre touchée en arrivant comporte exclusivement du matériel neuf y compris les armes dont un fusil d'un modèle nouveau.

A Chalons

Dans ma chambrée, les gars viennent tous de la région parisienne, à l'exception que quatre ou cinq (sur 24). Beaucoup de métallos, des gars de chez Renault, Hispano, etc... Extraordinaire, mais l'influence stalinienne n'apparaît pas très grande même parmi les gars. J'ai trouvé beaucoup de types mécontents de la politique cégétiste, des gars du Cercle « Lutte de Classe », des anarcho-syndicalistes, mais pas encore de stalinien, de « vrais ». D'une manière générale, les réservistes protestent contre le maintien de vingt et un jours, contre ce bouleversement imprévu de leur vie régulière de métallos bien payés, mais la menace de guerre que constitue leur mobilisation, ils n'en ont aucunement conscience. Pas un gars, bien entendu, ne s'élève comme défenseur de la Tchécoslovaquie. Quelques-uns disent : « Les Tchécos, on s'en fout !... » Mais tous ne croient pas à la possibilité d'une guerre. Paradoxal, mais ici l'impression de mobilisation que nous ressentions à Paris vers le 13 est complètement inexistante. C'est une réserve comme les autres.

Une réunion générale des ouvriers de Lioré

La direction de la S.N.C.A.S.E. (Lioré et Olivier) avait décidé de faire faire des dérogations aux 45 heures, tant aux Etudes qu'à Villacoublay. En l'occurrence, elle trouvait, pour arriver à un tel résultat, la complicité des stalinien et d'un délégué, ancien membre de notre organisation. Après un débat, le jeudi 15 septembre, où il n'y avait que le quart des ouvriers présents de l'usine, nos responsables, qui avaient certainement des ordres pour faire accepter ces dérogations supplémentaires aux 45 heures, mais voyant que la salle était hostile à ces dérogations, répondirent à l'insistance de plusieurs camarades demandant un vote que la minorité ne pouvait prendre position pour l'ensemble de l'usine. Mais ils ne purent se soustraire, le vote eut lieu et, à l'unanimité, les dérogations aux 45 heures furent repoussées. La salle décida de faire un référendum pour le retour aux 40 heures, la sentence Jacomet étant expirée au 15 septembre.

A Villacoublay, la direction avait prétendu faire travailler les compagnons, en plus des 45 heures, les samedis et dimanches sans majoration ni récupération. Après l'attitude prise par les ouvriers d'Argenteuil, les ouvriers décidèrent dans une réunion faite à l'heure du déjeuner, que personne ne viendrait samedi et dimanche.

La direction revint à l'assaut, promettant de donner le pourcentage et la récupération. Les ouvriers répondirent qu'ils ne reviendraient pas sur leurs décisions.

Devant la décision des ouvriers, la direction de chez Lioré a accordé le retour aux 40 heures à l'ensemble du personnel, sauf à celui des Etudes, de la série et du S.E.100, qui, pour une certaine partie, n'est pas sous le contrôle de la société.

P.-S. — Nous avons appris, après cette réunion du 15 septembre, que l'ex-membre de notre organisation aurait été délégué par la direction pour l'inauguration du monument élevé à Cannes, à la mémoire du pilote qui périt dans la catastrophe du Léo 47. Il nous a été dit que la direction lui avait non seulement payé ses frais de déplacement, mais ses journées d'absence. Nous nous réservons de l'interroger à ce sujet, ainsi que sur le discours qu'il a fait sur place. Ce n'est pas pour cela qu'il a été élu délégué général des ouvriers de chez Lioré.

Spécialité de la marine

Depuis cinq jours que nous sommes arrivés, nous n'avons pas encore été rassemblés pour subir le discours du colonel et effectivement la préparation militaire n'apparaît pas animée d'un rythme très fébrile. Chez les officiers, on ne sent pas qu'ils soient prêts à nous « mener à la campagne ». Les réservistes repérés n'ont été l'objet d'aucun sermon particulier ni d'aucune surveillance.

Espoir de ne pas « monter »

La guerre apparaît aux soldats comme une chose possible mais lointaine. Certains même cultivent l'espoir d'être libérés avant la fin de la période. Cette atmosphère peu chauffée de la caserne entretient ces illusions. Le retour de Chamberlain a mis un peu d'inquiétude dans les chambrées mais la presse des soldats (« Paris-Soir » et « L'Eclair de l'Est ») ne donne que de la copie diluée sur la diplomatie secrète des brigands impérialistes et les gars ne se cassent pas la tête longtemps sur les colonnes hermétiques de la grande presse. La belote a un attrait plus puissant !

Les gars ont remarqué que je me donnais la peine d'essayer de comprendre quelque chose à toute la salade diplomatique, aussi me questionnent-ils chaque jour sur la situation : « alors, quoi de neuf ? » Je me suis toujours exprimé sévèrement contre le F.P., le P.C. et le P.S., aucune protestation ne s'est élevée contre mes critiques.

Le stalinisme à la caserne

Je crois apercevoir un grand septicisme dans la politique du P.C. de la part des prolos en tenue de mort. Le virus de la défense nationale n'a pas si mordu que l'on a tendance de le croire. Les notions de défaitisme ne sont pas si étrangères aux travailleurs. Des menaces anticipées sont souvent préférées par les gars à l'égard des officiers ou des chefs de gouvernement.

Je sens bien davantage combien l'expérience serait rapide dans les masses en guerre et combien dangereux tout vestige de démocratie ou de libéralisme dans l'armée pour le capitalisme. La terreur seule, je crois, pourra aussi dans l'armée démoraliser et briser toute résistance des travailleurs. Je crois encore que le libéralisme dans la guerre ne servira pas les intérêts de la bourgeoisie mais sera le courant par lequel s'exprimeront et triompheront les revendications ouvrières.

Les cadres militaires semblent eux-mêmes bien divisés sur le point de l'appréciation de la nécessité de la guerre.

LUDWIG

(Suite de la page 3)

Non seulement la famille répond de leur tête, mais des amis, des collaborateurs. Ainsi passent des mois terribles.

Nous voici libres ; mais c'est une rupture avec tout ce qui est cher : avec la jeunesse, avec le passé, avec les camarades. Ludwig a vieilli rapidement, ses cheveux ont blanchi. Lui qui aimait la nature, qui aimait la vie, il regarde maintenant avec des yeux absents. Rien ne le réjouit. Il ne voit plus autour de lui que des cadavres. Son âme est dans les sous-sols de la Loubianka. S'il lui arrive de dormir, il voit des suicides et des exécutions. Dans un passant, il revoit un geste ou un sourire d'un camarade ou d'un autre. Il parle de l'avenir aussi et de cette lutte féroce à laquelle il faut se préparer ; de la sélection qui se fera d'elle-même dans ce chemin difficile. Il rêve d'une conférence du Parti, qui montrera la voie élaborera un programme. Les zimmerwaldiens n'ont pas été nombreux, disait-il, et c'était la guerre.

Dans ces semaines d'isolement terrible, vint l'appel de Gertrude Schildbach (*).

Ludwig va à ce rendez-vous : quelques heures plus tard, il gît dans un ravin, dans une mare de sang. Six balles ont éteint sa conscience. La dernière a atteint le cœur. Il eût suffi d'une seule. Mais ils exigent du travail « propre », pas comme à Paris où, quelques semaines auparavant, la victime fut seulement blessée. Quel but a atteint Staline par cet assassinat ? Il a arraché la vie à un révolutionnaire courageux, il a rendu un enfant orphelin, il nous a tous jetés dans une terrible douleur.

Mais les lèvres de Ludwig continuent de crier à travers le monde le crime de Staline. Ludwig a servi, modeste et dévoué, la révolution dans sa vie, il la sert aussi par sa mort.

Elsa REISS.

(*) Hors du rendez-vous avec Gertrude Schildbach, Ludwig eut un rendez-vous avec Joseph Lépine. Si l'accusation terrible qui pèse sur Lépine n'est pas justifiée, il est temps qu'il le déclare publiquement et rende ses comptes.